

25 NOVEMBRE : JOURNÉE MONDIALE CONTRE LES VIOLENCES FAITES AUX FEMMES



Communiqué FSU



Les violences faites aux femmes sont un fléau mondial, l'ONU estime à 70 % les femmes et les filles qui en sont victimes au cours de leur vie. Ces violences s'exercent au sein du couple, dans la famille, mais aussi dans l'espace public et dans la sphère professionnelle. Elles touchent tous les milieux et tous les âges.

Les crises économiques et les guerres engendrent l'exil de population entière et les parcours migratoires sont encore plus dangereux pour les femmes et les filles. Les femmes migrantes qui tentent de se réfugier en Europe vivent des situations périlleuses durant tout leur périple. Le manque de moyens dédiés par l'Europe, et par la France en particulier, pour accueillir et assurer la sécurité de tou-tes n'est pas acceptable.

En 2015 en France, 122 femmes sont mortes, sous les coups de leur conjoint ou ex-conjoint, 216 000 ont été victimes de violences conjugales et 86 000 viols ont eu lieu. L'étude du CSEP (conseil supérieur de l'égalité professionnelle) a révélé des chiffres alarmants concernant les violences faites aux femmes au travail : 80 % des femmes salariées sont confrontées à des comportements et décisions sexistes, 5 % des viols et 25 % des agressions sexuelles ont lieu au travail. Et la Fonction publique n'est pas épargnée par ces faits. Ces violences ont de surcroît des conséquences directes sur la santé (arrêt maladie, accidents, prise de médicaments...) et la vie professionnelle des femmes (licenciement, démission...). Il est urgent que l'Etat consacre plus de 0,05 % de son budget à mettre en œuvre les principes d'égalité dont il se revendique, explicitement inscrits dans les textes et les lois.



Ces violences ne sont pas une fatalité et les combattre participe d'une vision égalitaire de la société. Pour la FSU, un plan d'urgence global contre les violences faites aux femmes doit être mis en place. Dans un contexte où l'émancipation des femmes est remise en cause par certains programmes politiques il est indispensable que cesse l'impunité des agresseurs quelle que soit leur fonction. Il est urgent aussi que l'éducation à l'égalité soit enseignée à tous les niveaux scolaires et que des moyens ambitieux soient dédiés notamment pour rendre effectives les lois existantes comme celles concernant les violences au travail.

Marion Seclin : #TasEtéHarceléeMais

(Vidéo sur la colonne de droite)



La FSU appelle à la manifestation parisienne du 25 novembre contre les violences faites aux femmes de la Bastille (18h30) à République, mais aussi à toutes les manifestations en région.

25 novembre : journée mondiale contre les violences faites aux femmes

DEBOUT CONTRE LES VIOLENCES FAITES AUX FEMMES

Nous vivons dans un pays où il y a 86 000 viols par an dont seulement 1,5 % sont condamnés. 216 000 femmes sont victimes de violences conjugales, 122 sont mortes en 2015. Stop aux violences faites aux femmes !

Nous vivons dans un pays où on enferme une femme, Jacqueline Sauvage, qui a enduré, ainsi que ses enfants, 47 ans de coups, sévices et viols de la part de son mari et a fini par le tuer. Liberté pour Jacqueline Sauvage !

Nous vivons dans un pays où, par manque de volonté politique, les lois et leur application ne sont pas à la hauteur de l'enjeu que représentent ces violences. Pour une loi cadre contre les violences faites aux femmes !

Nous vivons dans un pays qui a signé et ratifié en 2014 la « Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique » dite Convention d'Istanbul. Cette Convention, que les États doivent obligatoirement transposer dans le droit national, contient des dispositions plus favorables que le droit français. Transposition immédiate dans le droit français de la Convention d'Istanbul !

Nous vivons dans un pays qui a adopté une loi courageuse de lutte contre le système prostitutionnel et pour l'accompagnement des personnes prostituées. Application complète de cette loi, avec des budgets suffisants, notamment pour financer les parcours de sortie du système prostitutionnel !

Nous vivons dans un pays où le gouvernement, pliant devant des intégristes religieux, a supprimé les ABCD de l'égalité qui visaient à lutter contre les stéréotypes de sexe à l'école. Pour une réelle éducation à l'égalité, qui ait les moyens concrets d'être effective et de qualité, obligatoire à chaque niveau du système éducatif !

Nous vivons dans un pays où chaque jour 10 viols ou tentatives de viols sont commis sur le lieu de travail, sans parler du harcèlement sexuel, des blagues graveleuses, des remarques sur le physique... avec en plus le risque pour la victime de perdre son emploi. Adoption d'une norme internationale de l'OIT contre les violences sexistes et sexuelles.

Nous vivons dans un pays où être lesbienne expose encore à des violences physiques et verbales dans tous les milieux : public, professionnel, familial, amical. Sensibilisation à la lesbophobie dans toutes les actions et campagnes contre les violences faites aux femmes.

Nous vivons dans un pays où 4 femmes handicapées sur 5 vivent des violences physiques, psychologiques, institutionnelles, sexuelles, de discrimination professionnelle etc. et où le manque d'accessibilité des établissements de santé, des tribunaux, des lieux de formation ou de loisirs perdure. Accessibilité, formation des professionnel·les (santé, police, justice) et quota obligatoire d'emploi de 6 %, dont 3 % pour les femmes.



Nous vivons dans un pays où l'État consacre 0,05 % de son budget (soit 221,2 millions d'euros) à l'égalité femmes-hommes. Quant à elles, les violences conjugales reviennent à 2,5 milliards d'euros par an (frais médicaux, de thérapie de justice, police, perte d'emploi, déménagements, etc.). Les subventions accordées aux associations qui hébergent et accompagnent les femmes victimes de violences sont rognées constamment. Augmentation du budget du Ministère et des subventions pour que les associations qui remplissent des mis-

sions de service public puissent fonctionner !

Nous vivons dans un pays où les discours populistes et réactionnaires augmentent et veulent faire croire que fermer les frontières suffirait à arrêter les violences faites aux femmes ; dans un pays dont le gouvernement a déclaré ne vouloir recevoir en 2 ans que 30 000 exilé·e·s qui fuient la guerre, les persécutions et la terreur, notamment de Daesh en Syrie. Halte aux mensonges, aux amalgames et à la stigmatisation ! Bienvenue aux exilé·es !

Nous vivons dans un pays qui participe à des conflits armés engendrant tueries, violences sexuelles, viol utilisé comme arme de guerre, enlèvements, trafic sexuel, déplacements massifs et forcés, accroissement de la pauvreté, etc. Priorité aux cessez-le-feu, aux pourparlers de paix et à la participation des femmes aux processus de paix !

Nous vivons dans un pays où, malgré les grands principes d'égalité femmes/hommes, inscrits dans tous les textes fondamentaux, dont tout le monde se félicite, sévissent toujours domination patriarcale, inégalités et violences.

Au pays des « droits de l'homme » et de l'égalité, on frappe, on viole, on tue tous les jours.

Pour que le pays des droits de l'Homme devienne enfin, aussi, le pays des droits des femmes !

Signataires : *Collectif National pour les Droits des Femmes, Actit, Agir Ensemble contre le Chômage, Association de Solidarité avec les Femmes Algériennes démocrates, Association nationale des études féministes, Attac France, CGT, Chiennes de garde, Collectif 20è Tenon/ivg, Collectif féministe contre le Viol, Coordination des Associations pour le Droit à l'Avortement et la Contraception, Coordination lesbienne en France, Culture égalité, association féministe de Martinique, les effronté·e·s, Ensemble, Femmes égalité, Femmes libres – Radio libertaire, FSU, Gender Company, Ligue des femmes iraniennes pour la Démocratie, Ligue Internationale des Femmes pour la Paix et la Liberté, Mémoire traumatique et victimologie, Maison des Femmes Thérèse Clerc Montreuil, Marche Mondiale des Femmes, Osez le féminisme, PCF, Réseau Féministe « Ruptures », SKB, SNPES-PJJ-FSU, SOS Femmes Alternative-Centre Flora Tristan, Union Syndicale Solidaires.*